

Démocratie bafouée...

Battu dans les urnes le 7 juillet, le Président Macron n'a que faire de l'expression populaire.

Le Nouveau Front Populaire arrivé en tête lors des dernières élections législatives aurait dû se voir confier le poste de premier ministre et donc constituer un gouvernement.

2 mois ont passé et nous sommes aujourd'hui sans un gouvernement, à part de considérer qu'un gouvernement démissionnaire pourrait continuer à diriger notre pays.

Tout cela est absolument incompréhensible.

Si une telle situation existait dans un autre pays, que n'entendrions-nous pas de la part des responsables politiques de droite, d'extrême-droite, des médias au service de la bourgeoisie qui nous parleraient à coup sûr « d'un coup d'Etat ».

Battu, le Président de la République n'a semble-t-il que faire de l'expression démocratique.

Pourtant, il va bien falloir sortir de cette impasse.

Dans cette situation, le NFP n'a eu de cesse de faire des propositions pour la nomination d'un premier ministre, en la personne de Lucie Castets, en vue de constituer un gouvernement ayant pour ambition d'appliquer le programme pour lequel les diverses composantes de gauche s'étaient mises d'accord pour mener bataille commune aux dernières législatives avec entre autres la remise en cause de la dernière loi sur les retraites, le SMIC à 1.600 €, la taxation des revenus du capital, avec également une réforme des impôts plus juste...

Nous sommes bien là devant une situation inédite et dangereuse.

Pour faire respecter le verdict des urnes et pour la justice, il y aura besoin de mobilisation populaire.

Dans ce contexte, la Fête de l'Humanité peut être le déclencheur, en plus des mobilisations sociales annoncées par les organisations syndicales.

La Fête 2024 sera le grand rendez-vous politique de la gauche ; sera le grand rendez-vous politique des

femmes et des hommes de gauche de ce pays.

Le PCF des Landes participera à sa manière à ce rendez-vous populaire, politique et festif.

Plus de 80 camarades et amis landais seront présents le week-end du 13, 14 et 15 septembre au Plessis-Pâté dans l'Essonne pour aider aux activités du stand landais.

Durant ces trois jours, le peuple de gauche va se retrouver pour construire lors d'échanges, des



RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2474 – Jeudi 5 septembre 2024

perspectives et choix politiques pour le respect de la démocratie et des choix politiques nouveaux et ambitieux répondant aux besoins populaires, aux enjeux économiques et environnementaux en France et dans le monde.

La paix et l'amitié entre les peuples seront aussi présentes pendant ces trois jours.

Toutes et tous, ensemble, gagnons à la réussite de la Fête de l'Humanité 2024 !■



Les vignettes-bons de soutien sont disponibles auprès des militant.es communistes. Elles donnent droit à l'accès à la Fête au tarif préférentiel de 40 €. Elles permettent d'aider le journal

l'Humanité. Alors même si on ne monte pas à la Fête de l'Humanité on achète une vignette !■

Université d'automne du PCF des Landes Samedi 12 octobre à Tarnos Parc de la Nature

C'est à Tarnos que se tiendra cet événement politique. Une journée pour échanger, comprendre et réfléchir en commun à une construction politique pour de nouveaux jours heureux dans les Landes, en France et en Europe.

Au programme :

8 h 30 / 10 h 30 : Quelle organisation communiste avons-nous besoin ?

10 h 30 / 12 h 30 : Des élus communistes pour les collectivités locales au service des territoires et populations.

12 h 30 - BANQUET POPULAIRE

14 h 30 / 17 h 30 : Quelle ambition et quel avenir pour le NFP ? en présence des candidat(e)s aux dernières législatives et des forces politiques, membres du NFP.■

Le président doit accepter le changement !

Battus dans les urnes aux deux dernières élections dont celle des élections législatives qu'il a lui-même provoquées par la dissolution, le président de la République et les députés qui se réclament de son camp, doivent accepter la demande forte de changement exprimée par les Françaises et les Français. Qu'ils aient voté pour les candidats de gauche et écologistes ou à l'extrême-droite, nos concitoyens ont d'abord clairement rejeté la politique du président de la République et de ses candidats.

Une grande majorité des électeurs se sont opposés massivement, grâce au Front républicain, à la prise de pouvoir de l'extrême-droite. Le résultat du scrutin est sans appel : sur les questions de pouvoir d'achat, de salaires et de retraites, de services publics - école, santé, sécurité, justice -, sur le devenir des territoires abandonnés, les Français.es veulent du concret et attendent le retour de l'État qui protège. Nous devons maintenant tous y mettre du nôtre pour avancer.

Si le président de la République s'entêtait à poursuivre sa politique d'austérité au nom de la « stabilité institutionnelle », il provoquerait une crise démocratique grave. Ce serait sans précédent dans l'histoire de la Vème République. Cela creuserait encore plus le fossé entre nos concitoyens et la vie politique tout en alimentant la défiance. Cette colère pourrait nourrir demain encore plus violemment les discours populistes, autoritaires, fracturant ainsi encore plus notre société.

Au contraire, il doit accepter de laisser respirer la démocratie en laissant l'opposition de gauche, sortie en tête du scrutin, gouverner la France.

Est-ce si grave ? D'autres l'ont fait avant lui.

Est-ce à lui de juger de la « stabilité » de ce gouvernement ?

C'est au futur Premier ministre qu'il revient de la construire et de convaincre. Qu'il laisse travailler un futur gouvernement et le Parlement !

C'est notre état d'esprit lorsque nous proposons Lucie Castets pour conduire une nouvelle politique pour la France. Nous avons clairement affirmé au Président de la République notre volonté d'ouverture, de dialogue, de compromis pour travailler à des majorités parlementaires, capables de gouverner dans la durée. Nous n'avons pas défendu l'idée doctrinaire, réductrice, de mettre en œuvre tout le programme du NFP et rien que son programme comme si nous avions la majorité absolue. Nous avons également annoncé que notre gouvernement serait ouvert à des personnalités non issues de nos formations politiques.

Il a fermé la porte à une telle solution. Comment peut-il alors sortir de l'impasse dans laquelle il s'est mis tout seul ?

Les élus communistes veulent être utiles et efficaces. Ils ne souhaitent ni trahir leurs engagements, ni ajouter du chaos au chaos. Ils veulent, sincèrement, modestement, par leurs votes, leurs actions, leurs mobilisations, obtenir le plus d'avancées possibles, de mesures en faveur de la justice sociale, de la

justice fiscale, avec l'objectif de répondre aux urgences sociales et écologiques.

Les communistes ont bien conscience que la gauche n'est pas majoritaire dans le pays et que le rapport de force électoral ne permet pas, aujourd'hui, de mettre en place l'ensemble des mesures et des réformes qu'elle défend.

Mais devons-nous baisser les bras ? Bien au contraire, quels que soient les choix du président de la République, nous voulons peser, agir, obtenir. Être utiles, fidèles avec notre tradition.

Et chacun, à son niveau, doit pouvoir peser dans les choix du futur gouvernement.

Ce sont d'abord les parlementaires qui le censureront ou pas.

Nous concernant, nous serons extrêmement vigilants, exigeants comme toujours mais aussi respectueux du débat parlementaire et des majorités que nous chercherons à construire pour obtenir ces mesures si importantes pour nos concitoyens.

L'abrogation de la réforme des retraites, la hausse des salaires, l'investissement dans la santé, l'école, la sécurité comme dans l'énergie, l'habitat, l'agriculture et les transports au nom de notre souveraineté et de la transition écologique, sont pour nous des sujets incontournables sur lesquels nous chercherons toujours à obtenir des progrès, des avancées mais aussi sur lesquels, en cas de statu quo, voire de recul, nous serons vent debout. C'est dans cet état d'esprit que nous avons su arracher des avancées sous les précédentes mandatures, tout en étant dans l'opposition.

Pour le financement des services publics, nous pensons que la Banque centrale européenne doit jouer un rôle en avançant les milliards d'euros nécessaires au plus vite. La France devrait être à l'initiative d'une telle proposition.

Aux côtés des forces vives de notre pays, ce sont ensuite les salariés et leurs représentants qui pourront, selon leurs priorités, leurs modes d'action, par les mobilisations, les négociations, peser sur les choix de ce futur gouvernement. Ils ont été tellement méprisés ces dernières années que le seul fait de travailler avec eux, de respecter leurs choix quand ils font l'unanimité, serait une avancée majeure. Les salariés de l'industrie, ceux des services publics ou encore les femmes qui subissent des inégalités de salaires doivent être entendus, respectés. Enseignants, soignants, métallos, ingénieurs, employés, agriculteurs, policiers... vos mobilisations seront déterminantes ! A l'opposé de l'austérité portée par la droite, nous avons proposé le SMIC à 1600 euros, l'indexation des salaires sur l'inflation, la hausse de 10 points de l'indice des fonctionnaires. Oui, il y a un chemin à trouver pour revaloriser significativement le travail !

Parce que ces mesures sont attendues par le pays, nous les porterons avec détermination, mais ce n'est pas à prendre ou à laisser, c'est au Parlement d'en débattre.

Battons-nous pour qu'une grande conférence sociale

sur les salaires mette ces questions à l'ordre du jour, avec une lettre de cadrage du futur gouvernement ouvrant la voie à une plus forte rémunération du travail, à un accompagnement de nos PME-TPE et à la conditionnalité des aides publiques versées aux entreprises. Concernant les fonctionnaires, c'est le budget de l'Etat qui devra prendre en charge l'incontournable hausse de leurs salaires. C'est une des raisons pour laquelle il est indispensable de prévoir une contribution du capital, des grandes fortunes pour augmenter le budget de l'Etat.

Ce sont aussi les élus locaux, notamment les maires, qui doivent peser sur les choix d'un futur gouvernement car leurs inquiétudes sont grandes et légitimes. À l'heure de préparer les budgets 2025, ils ne savent pas à quelle sauce ils vont être mangés pour la rentrée ! Avec des dotations gelées ? En baisse ? Ou indexées sur l'inflation comme nous l'avons proposé il y a un an ? Sur ce sujet, par exemple, les députés LR ainsi qu'une partie du camp présidentiel additionnés à toute la gauche partageaient cette ambition. Les associations d'élus doivent être entendues. Au-delà de leur avenir financier, les collectivités locales dans leur ensemble ont besoin de clarté, de moyens, de lisibilité. C'est un enjeu en termes de services publics mais aussi en termes de vie démocratique. La démocratie locale doit être soutenue pour sécuriser l'ensemble de nos concitoyens dans leur vie et ce, sur tous les territoires de la République.

Enfin, nous pensons à la jeunesse et à ses organisations. Ils se mobilisent régulièrement pour le climat, contre la précarité étudiante, pour obtenir des conditions d'études dignes, l'abrogation de Parcoursup, l'instauration d'un revenu étudiant. Nous aurions tellement aimé pouvoir leur annoncer en cette rentrée 2024 la mise en œuvre de ces mesures avec un gouvernement de gauche.

Désormais, il faudrait ensemble se mobiliser pour qu'ils ne soient pas, de nouveau, les grands absents d'un futur gouvernement. L'appel à manifester du 7 septembre prochain comme celui du 1er octobre, sera l'occasion de se faire entendre.

Nous en serons.

Nous en serons car nous ne serons jamais dans le camp du chaos et du désespoir.

Nous en serons pour combattre toute résignation individuelle, terreau de l'extrême-droite. Nous en serons car les politiques que nous entendons défendre au Parlement sont partagées par une majorité de Français au-delà de nos propres électeurs.

Voilà tous les leviers possibles, toutes les actions, les lieux de discussions envisageables pour faire respecter les messages issus des urnes, réparer notre pays en pesant sur les choix politiques de la France.

Les communistes, les élus communistes dans les collectivités comme au Parlement, seront plus que jamais combattifs et toujours constructifs. ■

Fabien Roussel, Secrétaire national du PCF

André Chassaigne, Député du Puy de Dôme, co-président de groupe GDR de l'Assemblée nationale

Cécile Cukierman, Sénatrice de la Loire, conseillère régionale, présidente de groupe CRCE-K du Sénat

Alerte rouge sur la dégradation de la santé financière des petites villes et bourgs ruraux

Plus de la moitié des communes de 2.500 à 25.000 habitants tablent sur une diminution de leur épargne nette en 2024, selon une enquête de l'Association des petites villes de France (APVF). Les budgets locaux connaissent un « risque de fragilisation », s'inquiète l'association. Le bouclage des budgets 2024 des petites villes aurait été « un exercice sous haute tension ». Pourtant des solutions existent et elles sont portées par les parlementaires communistes au grand dam du gouvernement Macron.

Alors que l'inflation a sévèrement impacté les budgets des collectivités territoriales, les petites villes et bourgs ruraux ont dû puiser dans leur trésorerie, lorsqu'ils en ont une, pour voter leur budget à l'équilibre avec des ambitions d'investissement très en-deçà des besoins.

Les dépenses de fonctionnement ont augmenté beaucoup plus vite que les recettes, et particulièrement sur le volet énergétique et la masse salariale. Ainsi, sans marque d'économie en fonctionnement, les collectivités ont dû commencer à réaliser des coupes sur leurs investissements.

Ainsi, en 2024 et dans de nombreuses communes, seuls quelques projets d'investissement ne pourront être réalisés que par le recours à l'emprunt, alors que les besoins en matière de transition écologique, et notamment de rénovation thermique des bâtiments publics et de voirie sont importants.

Or, la réussite de la transition écologique ne se fera pas sans moyens supplémentaires pour nos communes.

Lors de sa campagne présidentielle de 2022, Fabien Roussel déclarait que « la démocratie ne peut se faire sans la commune, cheville ouvrière de la République » et s'engageait en faveur d'une indexation sur l'inflation de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) portée par la loi.

Ainsi, en avril 2022 et profitant d'une niche parlementaire, les sénateurs communistes ont proposé une loi comme ils l'avaient déjà fait en 2006, sur la réévaluation de la dotation aux communes en fonction de l'inflation à compter de 2023, en rappelant qu'entre 2014 et 2017, le montant annuel de la DGF avait fondu d'environ 25% !

Le gouvernement Macron avait alors joué l'obstruction en déposant une quarantaine d'amendements, qui rendait impossible l'examen complet du texte dans les temps impartis à la niche parlementaire, bloquant ainsi tout vote majoritaire de l'opposition, illustrant ainsi son grand mépris du Parlement.

C'était malheureusement un bien mauvais présage au regard de ce que nous impose aujourd'hui le Président Macron, battu dans les urnes, avec son gouvernement fantoche et ses positions anticonstitutionnelles.

Dans une logique de bien commun que le définit, le PCF propose de mettre fin à la baisse des dotations aux collectivités aujourd'hui en difficulté chronique afin de leur permettre d'assurer leurs missions républicaines de proximité et pour lever toutes menaces sur les services publics locaux. ■

**À l'initiative de l'Association Mémoire de la
Résistance et du Génocide des Enfants Juifs
raflés dans les Landes**

**la cérémonie à la mémoire des enfants juifs
victimes du racisme, raflés dans Landes et
assassinés à Auschwitz à l'été 1942 se
tiendra le mercredi 11 septembre à 18 h 30
devant le Mémorial du Parc Jean Rameau
à Mont-de-Marsan**

**Des jeunes de l'association Peyrouat Teenagers
et des lycéens liront des textes-témoignages**
(chacun vient avec un bouquet ou une fleur qu'il déposera au
pied du Mémorial)

**N'oublions pas les enfants juifs victimes de la
barbarie**

Durant les années 40, en France occupée par les nazis, des familles juives ont été soumises aux rafles et arrestations par les occupants avec la collaboration active de l'administration française. Au sein de ces familles, les enfants dont les noms figurent sur la stèle en leur mémoire dans le parc Jean Rameau.

Ils ont péri dans l'enfer des camps de la mort, victimes des conséquences ultimes et tragiques de l'antisémitisme et du racisme.

Dans cette période troublée, marquée par la résurgence des haines racistes du passé, ainsi que le retour des démons du nationalisme et des replis identitaires que l'on aurait souhaités enfouis dans ces pages dramatiques de l'histoire, la cérémonie du 11 septembre 2024 prend encore plus d'importance.

En participant à cette cérémonie, vous honorez la mémoire de ces enfants et vous affirmerez votre volonté de ne pas voir demain d'autres enfants, d'autres familles, subir les horreurs de ces années tragiques. ■

Non au plan de redressement de l'Hôpital de DAX

**L'intersyndicale CGT-CFDT-FO donne
rendez-vous aux personnels, médecins,
usagers, patients, devant l'Hôpital de Dax,
les 9 et 12 septembre à 10 h contre le plan
d'austérité décidé par le directeur**

Durant tout l'été, les organisations syndicales CGT-CFDT-FO ont rencontré le directeur de l'ARS, le député de notre circonscription et le Président du Conseil de Surveillance pour faire part de leur mécontentement au sujet du plan de redressement qui va entraîner la suppression de 30 ETP (Équivalent Temps Plein) parmi les personnels et 10 ETP parmi les médecins. Aucune réponse satisfaisante et de nombreuses rumeurs qui mettent en grande difficulté notre établissement !

L'intersyndicale vous donne rendez-vous les 9 et 12 septembre pour échanger et signer la pétition de soutien, [https://www.mesopinions.com/petition/sante/stop-suppression-emplois-ch-dax/232608?](https://www.mesopinions.com/petition/sante/stop-suppression-emplois-ch-dax/232608?source=email&tmstp=1722525008&p=sharing%0A%0AMerci)

[source=email&tmstp=1722525008&p=sharing%0A%0AMerci](https://www.mesopinions.com/petition/sante/stop-suppression-emplois-ch-dax/232608?source=email&tmstp=1722525008&p=sharing%0A%0AMerci)
Cette crise ne doit pas rester lettre morte !

L'intersyndicale s'oppose dans les instances où elle siège à toutes les annonces de réduction de personnel ainsi qu'aux fermetures de lits annoncées : Les organisations syndicales CGT-CFDT-FO se mobilisent contre ces mesures dont les effets mettent le Centre Hospitalier de Dax en danger pour des raisons purement politiques. ■

OLYMPIADES

Plus vite, plus haut, plus fort... Depuis fin juillet 2024, les 20ème Jeux Olympiques suivi des jeux Paralympiques, deuxième événement sportif le plus suivi au monde, font escale en France. Ils ont traversé l'époque contemporaine, avec le meilleur et le pire de ce monde en reflétant l'air du temps. Concurrencés, maintes fois menacés et perturbés, les J.O ont toujours constitué une tribune et un objet politique authentiquement populaire. Les cris de joie, la fraternisation entre les athlètes et les citoyens de pays venus du monde entier à Paris, l'éclat des médailles, ne peuvent cacher les turbulences du monde. De retour d'un voyage aux États-Unis où il a rencontré J. Biden et les dirigeants américains, le premier ministre israélien en plein milieu des Jeux olympiques, a décidé de frapper fort au Liban, en Iran en assassinant des responsables du Hezbollah et du Hamas, déclenchant des attaques armées contre des groupes chiites en Irak et contre les Houthis du Yémen. La tuerie de treize jeunes Druzes sur le plateau du Golan annexé par Israël, justifiée de par son gouvernement la réplique contre l'un des principaux dirigeants du Hezbollah. L'ancien premier ministre palestinien, puis dirigeant de Gaza et membre de la direction du Hamas est assassiné quelques heures après sa participation à l'investiture du nouveau président iranien au cœur de Téhéran dans la résidence où il logeait. Or, Ismaël Haniyeh était l'un des négociateurs pour la libération des otages israéliens et des conditions d'un cessez-le-feu à Gaza. Procéder ainsi alors que Haniyeh comme Netanyahu font l'objet d'une demande de poursuite devant le tribunal pénal international, revient à se faire justice soi-même et à remettre en cause la vie des otages. Il est urgent qu'à l'image de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques et du déroulement des J.O, les peuples poussent les dirigeants de ce monde vers la paix, le respect, la solidarité. Le contraste était saisissant entre les beautés de la grande fête du sport mondial et le cratère brûlant de ce monde fracturé, déchiré par ses guerres sanglantes en Ukraine, à Gaza, par le pillage ininterrompu des richesses par des minorités de possédants quand la famine sème la mort et augmente le nombre de déplacés. Les Jeux olympiques et paralympiques, même trop enserrés dans la loi de l'argent, devraient être ce moment de fraternité mondiale et de paix, une respiration utile pour réveiller les consciences et poser des actes forts pour des projets communs et un monde meilleur. La trêve olympique n'est pas plus respectée que les résolutions de l'ONU. Pourtant, la France qui accueille ces jeux devrait se saisir du moment pour faire valoir un grand projet de paix, de sécurité humaine et de justice, de démocratie. Impossible avec le président des ultra-riches aligné sur les U.S.A et le capitalisme prédateur des ressources, du travail et de la nature. C'est cependant une France en mouvement, fière de sa diversité, audacieuse et fraternelle, pétrie d'idées républicaines, de bienveillance et de générosité, de paix, qui est entrée dans plus d'un milliard de foyers à travers les écrans de télévision lors de l'ouverture des olympiades. Il faut lutter pour que démocratie et progrès humain gagnent. L'olimpisme coma signe d'un monde nouveau (L'olimpisme comme signe d'un monde nouveau) ■

Roger La Mougne